

déclare le docteur Giannou, *d'ici un mois, oui, les gens vont commencer à mourir de faim.* »

A Borj al-Brajneh, avant que l'étau du siège ne se desserre, légèrement, les habitants du camp avaient mangé les animaux domestiques — chats, chiens et mêmes les ânes — et tentaient d'obtenir une dispense religieuse leur permettant de consommer de la chair humaine après que les gens ont commencé à mourir de faim. Cela n'a pas été le cas à Chatila.

« *Je ne sais pas pourquoi, déclare le docteur Giannou. Il reste des chats et même quelques poules dans le camp — sans oublier quelques très gros rongeurs. Je n'ai pas vu de viande au cours des deux derniers mois, bien que je possède toujours six boîtes de viande en conserve réservées aux blessés.* »

Alors que l'on peut encore trouver un peu de nourriture à Chatila, le mazout a presque entièrement disparu. Le peu qui subsiste est réservé au fonctionnement des communications radio, pour maintenir un contact avec le monde extérieur. Maintenant, le camp manque totalement de bois de chauffage.

« *A l'hôpital, raconte le docteur Giannou, nous brûlons de petites tables et d'autres pièces du mobilier afin de faire la lessive. Les portes, chambranles de portes et de fenêtres — tout a été déjà brûlé. C'est tout le camp qui brûle. Les gens essaient même de traverser les lignes ennemies pour ramasser du bois. Le seul bois qui subsiste est celui qui sert à consolider les tunnels souterrains. On ne peut pas y toucher, c'est militairement important.* »

L'hôpital reçoit encore une heure d'électricité par jour — un luxe qui semble devoir disparaître bientôt. Le docteur Giannou opère généralement à la lumière de bougies. Le soir venu, les familles restent dans l'obscurité, dans les maisons situées au centre du camp qui sont maintenant exposées aux tirs des francs-tireurs. Les bougies aussi commencent à manquer.

Le coton hydrophile et la gaze font totalement défaut, et il sont remplacés par

les draps de l'hôpital. On manque d'analgésiques efficaces, de sacs de plasma et de savon.

Depuis maintenant plus de cinq semaines que l'armée syrienne a fait son entrée dans Beyrouth-Ouest qu'elle est censée pacifier, la situation des camps est demeurée inchangée. Les responsables palestiniens disent que la Syrie « *a mis le problème des camps de côté* ».

Jusqu'à présent, le FSNP basé à Damas — le groupement palestinien auquel la Syrie essaye de transférer l'autorité morale de son ennemi juré, le président de l'OLP, Yasser Arafat — ne demande même pas que le siège des camps soit levé. Il veut que les blessés soient évacués, que la nourriture et les médicaments puissent pénétrer, et que les femmes et les enfants de Chatila puissent circuler librement, comme c'est déjà le cas pour Bourj al-Brajneh.

Comme le déclare un responsable palestinien à Beyrouth, « *la Syrie a adopté une politique ambiguë à l'égard des camps. La Syrie peut obtenir des avantages au Liban, mais, avec la réunion prochaine d'un Conseil national palestinien réunifié, pas la carte palestinienne. C'est pourquoi elle maintient Chatila dans une position de faiblesse, comme un atout négociable.* »

JULIE FLINT

*The Guardian Weekly*, 5 avril 1987

## ISRAËL : UN SANG APPAUVRI

Les Israéliens ont toujours vécu à l'ombre des légendes, mais aucune ne les hante aujourd'hui comme celle des mythiques pères fondateurs de l'État. David Ben Gourion, Golda Meir, Moshé Dayan et Menahem Begin : ils ont édifié une nation moderne à partir du sable en moins de deux générations, gagnant le respect du reste du monde pour leur conception visionnaire et leur détermination. Les dirigeants israéliens actuels n'ont rien de ce lustre. Le gouvernement de coalition dirigé alternativement par Shimon Pérès et

Itzhak Shamir s'est révélé résolument pragmatique, préoccupé par la gestion économique et sa propre survie politique. Les premiers efforts entrepris pour relancer le processus de paix ont lamentablement échoué, alors que la gestion cynique de l'affaire Pollard par la coalition continue d'éroder sa crédibilité tant au plan intérieur qu'à l'étranger. En l'absence de dauphins politiques de meilleur acabit, il y a de grandes chances pour que les mêmes politiciens non stimulants soient élus au cours des dix-huit prochains mois.

La crise du pouvoir est apparue au grand jour la semaine dernière, lors de la convention du parti de droite Hérout. Au lieu de désigner un successeur au premier ministre Shamir âgé de soixante-douze ans, la session n'a fait que confirmer que le Hérout avait encore à combler le vide laissé par la retraite de Begin. L'année dernière, la convention s'était achevée sur une violente scène de chaises balancées au visage des participants. Cette année, les délégués ont réussi à voter, mais le ballottage qui en a résulté était loin d'être concluant. Shamir le gestionnaire restait chef du parti. Son héritier apparent et autoproclamé, l'ambitieux ministre du logement et de la construction né au Maroc, David Levy, obtenait enfin un titre honorifique. Cela laissait la gestion du parti au controversé Ariel Sharon, actuellement ministre de l'industrie et du commerce, et à son ancien rival, le ministre sans portefeuille Moshé Arens. Mais la véritable bataille pour l'avenir du Hérout et de la coalition plus large du Likoud était remise à plus tard.

Le Parti travailliste est, si cela est possible, tombé encore plus bas. La dernière décennie a vu l'effondrement du verrouillage traditionnellement opéré par les travaillistes sur l'établissement politique israélien. Les travaillistes ne font plus l'agenda national, et ils ont du mal à suivre la percée du Likoud parmi les juifs séfarades originaires d'Afrique du Nord qui composent maintenant la majorité de l'électorat israélien. La vaste et quelque

peu encombrante bureaucratie du Parti travailliste — elle domine largement l'énorme secteur public israélien et la fédération nationale des syndicats — favorise les politiques partisans. Le dynamisme et le charisme ne sont pas récompensés, et il s'ensuit que les cerveaux les plus brillants du pays ne rejoignent que rarement les rangs travaillistes. Actuellement, un seul des représentants du parti à la Knesset est âgé de moins de quarant-six ans, mauvais résultat comparé aux douze du Likoud. Humiliation supplémentaire pour les travaillistes, beaucoup des nouvelles figures les plus prometteuses du Likoud sont d'origine séfarade, communauté qu'ils ont longtemps négligée, et plusieurs sont les fils ou les parents de vieux *héroutniks* entrés dans la bataille politique alors que le Parti travailliste exerçait son leadership.

Les hésitations du pouvoir en Israël sont apparues au grand jour après les élections de juillet 1984, quand aucun des deux grands partis ne s'est montré capable de former une majorité gouvernementale. La coalition Likoud-travaillistes qui en a résulté a fourni une bonne gestion — elle a fait sortir l'armée du Liban et a sérieusement jugulé l'inflation — sans toutefois faire montre d'une capacité nationale de direction. Les problèmes les plus embrouillés et les plus déconcertants du pays — les relations avec les voisins arabes et l'avenir des territoires occupés — ont récemment été balayés d'un slogan ou complètement ignorés. La coalition peut difficilement se permettre le luxe de s'y intéresser, puisque cela pourrait conduire à son éclatement. Même les groupes les plus extrémistes qui la flanquent, comme La Paix maintenant pour la gauche, et le Goush Emounin pour la droite, semblent être trop fatigués pour précipiter les solutions. Cette situation laisse le « triumvirat » au pouvoir — Shamir, Pérès et le ministre de la défense Itzhak Rabin — tituber tristement de scandale en scandale, se chamaillant sur les questions de politique politicienne, mais se voilant la face devant les questions

plus profondes soulevées par la conjoncture de leurs politiques en matière de sécurité.

Dans trois grandes crises apparues depuis 1984, les trois dirigeants ont également fui leurs responsabilités, et ils se sont chaque fois arrangés pour s'éviter les uns aux autres les attaques en provenance de l'extérieur. Lors du scandale du Shin Bet, Pérès et Rabin ont protégé Shamir des charges l'accusant d'avoir regardé ailleurs quand les agents israéliens ont assassiné deux terroristes palestiniens détenus par le gouvernement. D'un commun accord, le triumvirat a démis de ses fonctions le procureur général qui entendait instruire l'affaire et a par la suite accordé son pardon aux agents de la sécurité.

Lors du scandale iranien, Shamir a renvoyé l'ascenseur, prenant la défense de la décision de Pérès et Rabin de vendre des armes à Téhéran. Plus récemment, dans l'affaire Pollard, les trois leaders ont plaidé leur ignorance de l'opération et ont réussi à éluder les questions des enquêteurs américains. La semaine dernière, la coalition a finalement accepté la démission du colonel de l'armée de l'air Aviam Sella qui avait recruté l'analyste des services de renseignement de la marine américaine Jonathan Pollard, chargé de voler des informations secrètes pour Israël. Entre-temps, le triumvirat refuse toujours à Harold Katz, un Américain bénéficiant de la double nationalité et lié au ministère israélien de la défense, le droit de se rendre aux États-Unis pour y être interrogé sur son rôle présumé dans l'affaire.

La lutte à venir sur l'identité politique d'Israël pourrait bien impliquer un effort pour tenir tête aux États-Unis. La grande majorité des Israéliens sont toujours persuadés que le chemin de la paix passe par Washington — que tout règlement de la question des territoires occupés impliquerait une médiation, sinon une initiative américaine. La plupart n'ont d'ailleurs pas réagi lorsque la coalition au pouvoir a entrepris d'apaiser les Américains en réduisant les liens militaires qui unissent

Israël et l'Afrique du Sud. Certes, Ariel Sharon est, quant à lui, évidemment agacé par la déférence que manifeste son pays à l'égard de Washington. Le mois dernier, il a fait la une des journaux en exhortant Israël à « *n'accepter aucune pression, quoi qu'il en coûte* » dans l'affaire Pollard. Le style incendiaire de Sharon et son militantisme nationaliste donnent des frissons à la classe politique israélienne, mais pour beaucoup d'électeurs — lassés par un gouvernement pâlot et des esquives diplomatiques peu imaginatives —, il est presque trop facile de se méprendre sur sa soif de pouvoir. Aussi longtemps que des personnalités plus neuves, plus attachantes, ne seront pas apparues, il n'y aura pas d'autre choix pour le pays que de maintenir l'équipe actuelle au pouvoir.

T. JACOBY et M. KUBIC  
*Newsweek*, 13 avril 1987

#### DES FRÈRES AVEC DU SANG DANS LES YEUX

« *Nous avons été au champ de bataille pour Israël pendant beaucoup trop longtemps pour que quiconque puisse se permettre de nous balancer de pareilles conneries.* » Telle a été la réaction de Hyman Bookbinder, soixante et onze ans, longtemps président du Comité juif américain, en réponse aux critiques qu'ont adressées les Israéliens aux responsables juifs américains dans les remous de la douloureuse affaire Jonathan J. Pollard ; cet analyste des services de renseignement américains avait été condamné à la prison à vie dans le courant du mois comme espion israélien. Il y a peu d'exemple de conflit qui ait abouti dans le passé à de telles tensions entre Israël et ses amis les plus proches aux États-Unis. Mais, comme l'a déclaré à la télévision israélienne Morris Abram, responsable de la conférence des présidents des grandes organisations juives américaines : « *Nous n'aurions jamais imaginé qu'un citoyen*